

# L'avènement d'une nouvelle époque dans des temps troublés

## La CDU à la fin de l'ère Merkel



**Frank DECKER**

Décembre 2020

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d'études des relations franco-allemandes – Cerfa* – bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0269-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

Couverture : © meunierd/Shutterstock.com

BERLIN GERMANY 09 22 17: CDU building Located on the sixth floor of the Konrad-Adenauer-House, overlooking Berlin, are the offices of the Party Leader, Angela Merkel and her members of staff.

#### **Comment citer cette publication :**

Frank Decker, « L'avènement d'une nouvelle époque dans des temps troublés.

La CDU à la fin de l'ère Merkel »,

*Notes du Cerfa*, n°157, Ifri, décembre 2020.

#### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

## **Notes du Cerfa**

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

## **Le Cerfa**

Le Comité d'études des relations franco-allemandes ([Cerfa](#)) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Éric-André Martin est Secrétaire général du Cerfa et dirige avec Paul Maurice et Marie Krpata, chercheurs, et Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, les publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

## Auteur

**Frank Decker**, né 1964 à Montabaur, occupe depuis 2001 une Chaire de Science Politique à l'Institut de Science Politique et Sociologie de l'Université Rhénane Friedrich-Wilhelm à Bonn. Depuis 2011, il est par ailleurs Directeur scientifique de l'Académie de Bonn pour la Recherche et l'Enseignement de la Politique pratique (BAPP). Ses publications les plus récentes sont *Die Zukunft der Demokratie* (avec Thomas Hartmann et Jochen Dahm, Bonn 2019), « Parteiendemokratie im Wandel » (2<sup>e</sup> édition, Baden-Baden 2018), *Die USA – eine scheiternde Demokratie* (avec Patrick Horst et Philipp Adorf, Francfort sur le Main, 2018), *Handbuch der deutschen Parteien* (avec Viola Neu, 3<sup>e</sup> édition, Wiesbaden 2018), *Europas Ende, Europas Anfang* (avec Jürgen Rüttgers, Francfort sur le Main, 2017) et *Der Irrweg der Volksgesetzgebung* (Bonn 2016).

## Résumé

Depuis 2018, l'Union chrétienne-démocrate (CDU - *Christlich Demokratische Union*) se trouve dans une crise chronique. La dauphine désignée d'Angela Merkel, Annegret Kramp-Karrenbauer (« AKK »), n'est pas parvenue à s'imposer et a démissionné de son poste de présidente du parti après seulement 15 mois à sa tête. Parmi ses trois successeurs potentiels, Armin Laschet et Friedrich Merz sont considérés comme ayant les meilleures chances. Il n'est cependant pas assuré que le candidat qui remportera la présidence du parti sera également le meilleur candidat de la CDU-CSU (*Christlich Demokratische Union - Christlich-Soziale Union / Union chrétienne-démocrate - Union chrétienne-sociale*) pour les élections fédérales. C'est en tout cas la question qui se pose pour Armin Laschet. Le président de la CSU, Markus Söder, pourrait également se présenter comme candidat. Dans quelle mesure la fin du mandat d'Angela Merkel aura-t-elle une influence sur les chances de la CSU-CDU de l'emporter ? C'est à ce stade incertain – même si, grâce à une gestion de la crise du coronavirus globalement satisfaisante, elle jouit d'un fort taux d'approbation dans les sondages. Se pose alors la question de la coalition possible, dès lors que le SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands - Parti social-démocrate d'Allemagne*), Les Verts et Die Linke (« La Gauche »), d'une part, ou le SPD, Les Verts et le FPD (*Freie Demokratische Partei - Parti libéral-démocrate*), d'autre part, n'excluent pas des coalitions alternatives.

# Abstract

Since 2018, the Christian Democratic Union (CDU - Christlich Demokratische Union) has been confronted with a long-lasting leadership crisis. Annegret Kramp-Karrenbauer, Merkel's favorite candidate for the position of party leader, was not able to maintain herself at the top of the party and resigned after only 15 months. Among the three candidates for her succession Armin Laschet and Friedrich Merz are those who are the most likely to be successful in this endeavor. Whether they will at the same time become candidates for the chancellery remains fraught with uncertainty. The Party leader of the CSU may also be a potential further contender. The effects of Merkel's ending leadership on the CDU-CSU's chances to win the election are unclear even though these parties enjoy a high approval rate following a globally satisfactory corona crisis management. As the SPD (Sozialdemokratische Partei Deutschlands - Social Democratic Party of Germany), the Green Party and The Left (Die Linke), and alternatively, the SPD, The Greens and the Free Democratic Party (FDP - Freie Demokratische Partei) have abandoned their former objections against a respective coalition, the preservation of a strategic majority may also be challenged.

# Sommaire

<b>LE DRAME D'AKK.....</b>	<b>7</b>
<b>LA TRAJECTOIRE DE LA CDU SOUS ANGELA MERKEL .....</b>	<b>10</b>
<b>LA COURSE OUVERTE A LA SUCCESSION DE MERKEL.....</b>	<b>17</b>
<b>DU NOIR-ROUGE AU NOIR-VERT ? .....</b>	<b>21</b>

# Le drame d'AKK

Au regard des débats électoraux, dont la République fédérale n'a pas été avare depuis 1949, les élections fédérales de 2021 se distinguent dès à présent par deux particularités. La première porte sur le choix des personnes et le positionnement politique. Jamais un Chancelier allemand en exercice – en l'occurrence une Chancelière – n'avait renoncé à être à nouveau candidat(e) à la chancellerie. Cette nouveauté met les candidats dans une situation peu gratifiante et quasi-impossible. Ils doivent affronter une élection qui sera en même temps un verdict sur le bilan du dernier gouvernement de l'actuelle chancelière. Dans le cas d'un candidat incontesté à la succession, ceci n'aurait pas causé de remous. La favorite d'Angela Merkel, l'ancienne Ministre-présidente du Land de la Sarre, Annegret Kramp-Karrenbauer (« AKK »), présidente de la CDU (*Christlich Demokratische Union* – Union chrétienne-démocrate) depuis décembre 2018, après qu'elle avait réussi à battre sur le fil Friedrich Merz au deuxième tour de scrutin au Congrès du Parti à Hambourg, n'a pas pu répondre aux attentes qu'elle avait suscitées. Son échec dans cette fonction après seulement 15 mois d'exercice est dû, entre autres, à une délimitation dysfonctionnelle des périmètres entre la présidente et la Chancelière, cette dernière se trouvant en permanence sous les feux de la rampe et dépassant de loin les taux de popularité de la première.

Dans l'affrontement pour la succession d'Annegret Kramp-Karrenbauer, Friedrich Merz s'est à nouveau jeté dans la bataille. Norbert Röttgen, le Président de la Commission des affaires étrangères du *Bundestag*, et Armin Laschet, le Ministre président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et Vice-Président du parti, ont également annoncé leur candidature. En présentant une candidature commune avec le ministre de la Santé Jens Spahn, qui avait été lui-même candidat en 2018 à la présidence du parti, Laschet a réussi le tour de force de rallier à sa candidature un représentant de l'aile conservatrice du parti, appartenant plutôt à la jeune génération. C'est l'une des raisons pour lesquelles les observateurs lui accordaient les plus fortes chances de victoire. Lorsqu'Armin Laschet et Jens Spahn ont annoncé officiellement leur « solution de tandem » le 25 février 2020, personne ne pouvait deviner que quelques jours plus tard le pays allait être frappé par une crise dont l'impact a non seulement modifié totalement l'agenda politique mais aussi les prémisses de la lutte pour les élections générales et la course à la chancellerie.



Jusqu'à la césure historique qu'a représentée la pandémie du coronavirus – la deuxième particularité des élections législatives à venir – les deux partis au pouvoir étaient en proie à une dépression chronique. Dès le mois de septembre 2018, à peine six mois après le début du gouvernement de grande coalition, les sondages n'accordaient plus de majorité commune à la grande coalition entre la CDU-CSU (*Christlich Demokratische Union - Christlich-Soziale Union / Union chrétienne-démocrate / Union chrétienne sociale*) et les sociaux-démocrates du SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands - Parti social-démocrate d'Allemagne*). Ce n'était pas le cas lors des précédentes grandes coalitions (2005 à 2009 et 2013 à 2017). Durant cette période, les Verts ont réussi à devenir la deuxième force politique, non seulement loin devant les trois autres partis d'opposition, mais aussi devant le SPD. En septembre 2019 certains sondages les plaçaient même pour la première fois au même niveau que la CDU-CSU.

Un ensemble de causes interdépendantes permettent d'expliquer ce bouleversement de l'équilibre des forces. La raison principale était la piètre image des partis au pouvoir. Le bilan du gouvernement, qui avait été globalement positif avant la crise du coronavirus, favorisé par une bonne conjoncture économique, était passé totalement inaperçu. La coalition n'a jamais réussi à faire oublier les difficultés qui l'ont vu naître. C'est en particulier le SPD qui semblait devoir faire le plus d'efforts pour s'engager à nouveau dans le « remake » de cette coalition qui lui était bien familière.

Après seulement quelques semaines, le Président de la CSU Horst Seehofer<sup>1</sup> avait déclenché une polémique relative à la politique d'asile et d'immigration, mettant ainsi en danger non seulement le gouvernement mais aussi le groupe parlementaire de la CDU et de la CSU. Cela se soldait par de mauvais sondages et des résultats électoraux défavorables.

Angela Merkel a annoncé en octobre 2018, renoncer à la Présidence de la CDU, poste qu'elle a occupé pendant 18 ans. La candidate présentée comme sa dauphine, Annegret Kramp-Karrenbauer, qui avait renoncé à son poste de Ministre-présidente de la Sarre pour prendre le poste de Secrétaire générale de la CDU à Berlin l'année précédente, remplissait alors les conditions pour qu'après son élection à la présidence du Parti, elle soit naturellement candidate à la succession de Merkel comme Chancelière. Il semble néanmoins qu'Angela Merkel n'envisageait pas une passation des pouvoirs au cours de la législature. D'ailleurs, elle n'aurait pas été appuyée par le SPD, qui n'avait donné son accord à la grande coalition qu'à

1. H. Seehofer avait fait partie du gouvernement comme ministre de l'Intérieur, après avoir été écarté du poste de Ministre-président de Bavière dans la rivalité qui l'opposait à Markus Söder.

contrecœur, en le conditionnant explicitement à la personne de Merkel. Cette répartition des tâches entre deux personnes distinctes, alors qu'elles incombent habituellement à une seule personne, avait placé d'emblée sous une mauvaise étoile la présidence du parti exercée par Annegret Kramp-Karrenbauer. Dans l'ombre de la Chancelière, « AKK », comme les membres du Parti et les médias l'appellent, était incapable d'affirmer son autorité. Des faux pas dont elle était responsable, telle une blague de carnaval ratée ou la réaction maladroite à une vidéo de Youtube critiquant la CDU, avaient entamé la crédibilité d'Annegret Kramp-Karrenbauer comme cheffe de parti et affaiblissaient le soutien dans ses propres rangs ainsi qu'auprès de l'opinion publique.

En vue d'améliorer ses mauvais sondages, Annegret Kramp-Karrenbauer s'était décidée, contrairement aux plans initiaux, à entrer en juillet 2019 au gouvernement fédéral comme ministre de la Défense, lorsqu'Ursula von der Leyen a quitté cette fonction pour devenir présidente de la Commission européenne à Bruxelles. Néanmoins, les querelles à l'intérieur du parti n'ont pas pour autant pris fin.

En février 2020, la présidente a dû assister, impuissante, à la remise en cause de son autorité par la fédération CDU de Thuringe, qui a permis l'élection de Thomas Kemmerich, membre du FDP (Parti libéral-démocrate d'Allemagne) au poste de Ministre-président, avec les voix du parti populiste d'extrême droite *Alternative für Deutschland* (AfD). À bout de nerfs, elle a alors déclaré qu'elle renonçait à sa candidature à la chancellerie et qu'elle démissionnait de la direction du parti. Une nouvelle élection, initialement prévue lors d'un Congrès du parti en mai, avec une décision provisoire concernant la chancellerie, avait dû être reportée au mois de décembre du fait de la pandémie de coronavirus<sup>2</sup> ; depuis, le principal parti de l'« Union » CDU-CSU se retrouve plongé dans une crise de direction.

2. Le congrès de la CDU a été reporté au mois de janvier 2021 en raison de la situation sanitaire (NdT).

# La trajectoire de la CDU sous Angela Merkel

La trajectoire à la tête du parti et du gouvernement d'Angela Merkel, l'Allemande de l'Est qui n'a pas suivi un parcours politique classique, n'était pas tracée d'avance mais est due à deux « hasards » à dimension historique : l'unité allemande et l'affaire des « caisses noires » de la CDU<sup>3</sup>. Lors de l'unification allemande (*Wende*) la physicienne avait rejoint le mouvement des droits civiques *Demokratischer Aufbruch* (« Renouveau démocratique ») qui était né en août 1990 au sein de la CDU de l'Est. Helmut Kohl a fait entrer Angela Merkel en 1990 dans le premier cabinet de l'Allemagne unifiée en tant que ministre de la famille. Quatre années plus tard elle obtint le poste de ministre de l'Environnement, avant qu'à la suite de l'échec de Kohl en 1998, Wolfgang Schäuble, le nouveau président de la CDU, la nomme Secrétaire générale. Angela Merkel a profité de ce poste pour se hisser au sommet du parti au moment où la CDU vivait la plus grave crise de son histoire à la fin de l'année 1999. Puisqu'Helmut Kohl refusait de contribuer à l'éclaircissement de l'affaire des dons reçus illégalement, Merkel avait eu le courage d'inviter publiquement son parti, dans un article de presse, à rompre avec le patriarche et ancien chancelier<sup>4</sup>.

Ses aspirations à diriger le parti ont fait d'elle la première candidate à la présidence du parti lorsque Schäuble, qui était également impliqué dans l'affaire, a déclaré son retrait de la direction et du groupe parlementaire en février 2000.

Pour autant, Angela Merkel n'était pas encore la dirigeante incontestée de l'« Union » CDU-CSU. Le groupe parlementaire était encore présidé par Friedrich Merz, qui avait du mal à cacher ses propres ambitions d'accéder à la chancellerie, alors que d'autres caciques de la CDU tels que Volker Rühe ou le Ministre-président de Hesse, Roland Koch, appuyaient l'aspiration du président de la CSU bavaroise et Ministre-président Edmund Stoiber à être le candidat commun de la CDU-CSU à la chancellerie à la place d'Angela Merkel. Celle-ci était parvenue à apprécier avec finesse l'ambiance du parti lorsqu'elle a renoncé en 2002 à sa candidature aux élections au Bundestag

3. Au sujet de l'évolution et de l'ascension d'Angela Merkel, voir parmi de nombreuses biographies celle de Gerd Langgut, *Angela Merkel, Aufstieg zur Macht*, Munich, dtv, 2005.

4. A. Merkel, « Die von Helmut Kohl eingeräumten Vorgänge haben der Partei Schaden zugefügt », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 décembre 1999.

en faveur de Stoiber – qui ne manqua que de peu la victoire sur la coalition Rouge-Verte de Gerhard Schröder. Angela Merkel s'étant assurée en contrepartie la présidence du groupe parlementaire en évinçant Friedrich Merz de ce poste, la voie était ouverte à sa propre candidature à la chancellerie en 2005<sup>5</sup>. Bien que la campagne électorale fût ratée et que la large avance des partis de l'« Union » par rapport au SPD dans les sondages s'était réduite à environ un pourcent, le résultat suffisait à porter Merkel à la chancellerie à la tête d'une grande coalition.

Dès lors, et pendant dix ans, son pouvoir a été incontesté – il ne s'est érodé que lentement à la suite de la « crise des réfugiés » en 2015. Angela Merkel fut en cela aidée d'une part par le fait que ses rivaux potentiels tels Roland Koch, Christian Wulff ou Jürgen Rüttgers se sont vu offrir des postes plus élevés ou se sont retirés de la course en raison de défaites électorales dans les Länder. D'autre part – ce qui est encore plus important – la CDU-CSU est restée le premier parti d'Allemagne en surclassant le SPD lors de toutes les élections générales qui ont suivies. La CDU était ainsi assurée de rester le partenaire majoritaire au sein des coalitions et de pouvoir garder la direction du gouvernement, même si ses résultats lors des différentes élections – à l'exception de 2013 – ont été en deçà de ceux de l'élection précédente. Au cours de la dernière période électorale, les sondages donnaient même l'« Union » régulièrement en dessous de 30 pourcents, avant de rebondir dans le contexte de la crise du coronavirus.

Même Helmut Kohl n'avait pas pu bénéficier d'une position aussi incontestée que celle d'Angela Merkel pendant presque toute la période de ses mandats de Chancelière. Jusqu'à son mi-mandat – au moment de l'unité allemande – son maintien au poste de Chancelier n'avait, à plusieurs reprises, tenu qu'à un fil. Or, à la différence de Kohl, Merkel n'a pas réussi à transformer la prédominance de la CDU dans le système des partis, en une prédominance au sein du gouvernement. Pendant trois des quatre législatures elle a dû gouverner de concert avec les sociaux-démocrates. Ce n'est qu'en 2009 que l'occasion s'est présentée de pouvoir former une coalition avec le FDP, expérience qui s'est avérée désastreuse et a porté atteinte de façon durable aux relations avec les Libéraux. Les conséquences se sont fait sentir lors de l'échec des négociations pour

5. T. Brechenmacher, « Die CDU unter Angela Merkel (2000-2018) », in N. Lammert (dir.), *Christlich Demokratische Union, Beiträge und Positionen zur Geschichte der CDU*, Munich, Siedler Verlag, 2020, p. 94.

mettre en place une coalition « Jamaïque » en 2017<sup>6</sup>, ce qui a mis en évidence la maladresse de Merkel en tant qu'architecte de coalitions<sup>7</sup>.

En 2005, la faiblesse relative de la CDU avait conduit à la nécessité d'une grande coalition ; en 2013, c'est le faible score du FDP – dont elle était partiellement responsable – qui l'avait rendue nécessaire ; en 2017 elle apparaissait comme une conséquence naturelle liée à l'évolution des forces politiques et aux bouleversements liés à l'irruption du parti de droite populiste AfD dans le système des partis. Jusque-là, c'est au SPD qu'était réservé « le privilège » de subir des scissions, qui entraînent la création de nouveaux partis s'établissant durablement dans le paysage politique. Ce fut le cas au début des années 1980 avec Les Verts puis à partir de 2005 avec le parti de gauche *Die Linke*.

Pour la première fois, la CDU-CSU sont confrontées au même type de phénomène. Le fameux dicton de Franz Josef Strauß, suivant lequel il ne devrait pas y avoir de parti légitimé par voie démocratique à la droite de la CDU et de la CSU, ne vaut plus depuis l'implantation de l'AfD dans le paysage politique allemand. Cela influencera probablement le jugement qui sera porté à l'avenir sur Merkel, tout comme sur le bilan gouvernemental tout à fait honorable de son long mandat de chancelière. Dans la plupart de nos voisins européens, des partis populistes de droite ont bien plus tôt – dès les années 1980 – fait leur irruption dans le paysage politique. Rétrospectivement, il n'est pas facile de comprendre pourquoi il a fallu attendre 2013 pour qu'une force comparable s'établisse durablement en République fédérale<sup>8</sup>. Cela s'explique sans doute par le fait que, pendant longtemps, il n'y a pas eu de débat contradictoire – y compris au niveau des partis politiques – sur la question de l'immigration.

En même temps, le rôle de l'opposition parlementaire a permis jusqu'en 2005 aux partis de l'« *Union* », de couvrir avec succès le spectre le plus à droite du système des partis. Ceci était le cas pour des questions de société où la CDU-CSU se détachait par des positions conservatrices – telles que l'exigence de Friedrich Merz d'une « culture de référence »

6. En Allemagne, une couleur est associée à chaque parti, ce qui permet de donner des surnoms aux possibles coalitions. Les négociations de 2017 ont eu lieu entre la CDU, le FDP et les Verts, dont les couleurs associées – noir, jaune et vert – sont celles du drapeau de la Jamaïque (NdT).

7. Les présidents de la République choisis par elle, Horst Köhler et Christian Wulff n'étaient pas non plus des choix heureux – tous deux ont démissionné avant la fin de leur mandat. Le successeur de Wulff, Joachim Gauck avait été imposé à Angela Merkel en 2012 par le SPD, les Verts et son propre partenaire de coalition, le FDP. Et en 2017 elle n'avait pas davantage réussi à présenter un candidat convaincant issu de la CDU, de sorte que le SPD a pu imposer le ministre des Affaires Étrangères, Frank-Walter Steinmeier, comme nouveau Chef d'État.

8. F. Decker, « "Alternative für Deutschland". The Belated Arrival of Right-wing Populism in the Federal Republic », in G. Pallaver, M. Gehler et M. Cau (dir.), *Populism, Populists, and the Crisis of Political Parties*, Bologne/Berlin, Duncker & Humblot, 2018, p. 199-216.

(*Leitkultur*) visant le gouvernement Rouge-Vert de Gerhard Schröder, ainsi que sur les questions sociales et économiques. La CDU sous la direction d'Angela Merkel a adopté une orientation résolument libérale qui rompait avec la tradition de l'État-providence du parti et voulait faire avancer les réformes sociales et celles du marché du travail initiées sous Schröder.

La défaite de Merkel évitée de justesse face à Schröder et le mariage forcé avec les sociaux-démocrates ont conduit la présidente à enterrer plus ou moins silencieusement les résolutions de Leipzig<sup>9</sup>. Il n'y a pas eu de discussion transparente à ce sujet au sein du parti. En 2009, la tentative de coalition avec le FDP ne fut pas davantage l'occasion de procéder à une volte-face. Refusant aussi bien des baisses d'impôts et des coupes dans les dépenses sociales, la CDU-CSU se plaçait alors davantage sur la ligne du SPD, dans l'opposition, que sur celle de son soi-disant « partenaire de coalition désiré ». Le point culminant de cette politique fut atteint quatre années plus tard avec les dispositions prises par rapport à la retraite des mères (« *Mütterrente* ») pour le financement de laquelle les cotisants et les contribuables doivent désormais déboursier environ sept milliards d'euros par an.

La clientèle politique ainsi favorisée a remercié Merkel par une forte augmentation des votes, ce qui a fortement contribué en 2013 à obtenir son meilleur résultat électoral au *Bundestag* depuis sa première élection. Outre la « social-démocratisation » sur le plan économique, la direction d'Angela Merkel a conduit à une libéralisation croissante de la CDU du point de vue culturel et sociétal.

En modernisant son image de la famille, le parti a ainsi pu compenser à partir de 2009 la perte de votes qu'il avait subie en 2002 et 2005 auprès des électrices jeunes et d'âge moyen<sup>10</sup>. L'introduction de l'allocation parentale, la demande d'un quota statutaire de femmes dans les entreprises et la reconnaissance des unions de personnes de même sexe, jusqu'alors bannies, symbolisent l'abandon progressif de positions conservatrices. Le point culminant fut atteint avec la possibilité d'un mariage officiel entre personnes de même sexe en 2017, quand la CDU a derechef renoncé à toute résistance sur cette question de société. Tout comme pour l'Agenda 2010 de Schröder, l'objectif de modernisation n'a été que partiellement accompagné d'un programme.

9. W. Schroeder, « Die Sozialpolitik der Union: Christdemokratische Sozialpolitik im Wandel der Zeit », in N. Lammert, *Christlich Demokratische Union, Beiträge und Positionen zur Geschichte der CDU*, op. cit., p.689 ; Le programme de réformes concernant l'économie de marché avait été décidé au Congrès de la CDU à Leipzig début décembre 2003.

10. M. Lau, *Die letzte Volkspartei. Angela Merkel und die Modernisierung der CDU*, Munich, Deutsche Verlags-Anstalt, 2009.

D'importantes mesures de réforme ont été amorcées sous la forme d'une réorientation abrupte de l'action gouvernementale, ce qui a naturellement irrité les sympathisants du parti<sup>11</sup>. Outre la suspension du service militaire obligatoire, l'abandon de l'énergie nucléaire, qui avait jusque-là fait partie du noyau dur de la politique de la CDU en fournit un autre exemple. Jusqu'à l'accident du réacteur de Fukushima, la CDU pouvait légitimement s'afficher comme un parti pro-*business* en fournissant un cadre réglementaire favorable aux entreprises. Puisqu'elle limitait davantage la capacité de mobilisation de l'opposition politique – plus particulièrement celle des sociaux-démocrates qui participaient au gouvernement – qu'elle n'éloignait ses propres électeurs, cette réorientation vers le centre fut naturellement un grand succès jusqu'en 2013. Si les partis de l'« *Union* » devançaient le SPD d'un peu moins de 11 pourcents en 2009, leur avance était de plus de 15 pourcents quatre années plus tard.

La crise de l'euro a marqué un tournant. Si Angela Merkel avait pu former seule un gouvernement ou continuer à gouverner avec le FDP après les résultats des élections de 2013 -- les deux projets avaient échoué de justesse - elle aurait peut-être subi un échec prématuré. Plus de 60 députés de l'« *Union* » n'ont pas suivi la Chancelière lors du vote sur le plan de soutien à la Grèce en 2015. Quatre ans plus tôt, 44 pourcents des adhérents avaient même voté lors d'une consultation interne au FDP, contre la politique de sauvetage de l'euro. Cela a ouvert la voie à un nouveau parti à droite de la CDU-CSU, qui a offert un refuge aux eurosceptiques et a ensuite réoccupé des positions conservatrices en matière de politique sociale, familiale et d'immigration.

Il n'est pas certain que, sans l'« opportunité » que présentait la « crise migratoire », aussi appelée « le cadeau des réfugiés », selon les termes d'Alexander Gauland, l'AfD ait pu acquérir son statut politique actuel dans le cadre du système des partis. Or, il est certain que la « crise migratoire » devenue plus aiguë depuis 2015 a accéléré son enracinement. En même temps elle avait, pour la première fois, défié sérieusement l'autorité de Merkel. Le refus de la Chancelière de freiner l'afflux de réfugiés par une fermeture nationale des frontières se heurtait à la résistance du parti minoritaire de l'« *Union* », la CSU, et de certains membres du parti. Il est vrai qu'il n'y avait pas de révolte ouverte, mais le parti avait subi de durs revers, consécutifs aux élections dans les *Länder* et à la montée de l'AfD en 2016, qui semblaient assombrir ses perspectives pour l'année 2017, lors des élections au *Bundestag*. Ce ne fut qu'à la suite d'une âpre bataille que

11. V. Resing, *Die Kanzlermaschine. Wie die CDU funktioniert*, Fribourg-en-Brisgau, Herder Verlag, 2003.



Merkel s'est déclarée ouverte à une nouvelle candidature en 2017. Grâce aux succès inattendus lors des élections des *Länder*, dans la Sarre, dans le Schleswig-Holstein et plus particulièrement en Rhénanie du Nord-Westphalie, l'« Union » avait réussi pendant l'année électorale à rétablir l'avance nette qu'elle avait perdue face au SPD dans les sondages, à la suite de la nomination de Martin Schulz comme candidat pour la chancellerie. Elle avait néanmoins baissé de 8,6 pourcents par rapport aux élections de 2013 pour s'établir à 32,9 pourcents — le second plus mauvais résultat de son histoire depuis 1949<sup>12</sup>.

Les lourdes pertes étaient notamment imputables au désaccord avec la CSU relatif à la politique des réfugiés, qui favorisait le départ de nombreux électeurs de l'« Union » vers l'AfD et le FDP, lequel avait repris des forces. Ce n'est qu'en amont des discussions avec les Verts et le FDP en vue de la formation d'une coalition « Jamaïque » que les partis de l'« Union » avaient réussi à s'accorder sur la question centrale de la « limite maximum » de migrants à accueillir, et après l'échec des négociations, cette dernière constituait également la base d'une nouvelle mouture de la grande coalition avec le SPD. Tout ceci n'avait cependant pas empêché Seehofer, alors président de la CSU, d'engager une polémique peu de temps après la mise en place de la nouvelle coalition. Selon Wolfgang Schäuble, cette dispute fit entrevoir « un abîme » aux partis de l'« Union » et précipita le pays dans une crise gouvernementale pendant trois semaines.

Même si ce conflit a pu être réglé grâce à un compromis formel, la CDU et la CSU, et même le gouvernement dans son ensemble, n'ont pas été en mesure de se relever de ce choc jusqu'au début de la crise du coronavirus. La tentative de faire évoluer la position de l'AfD par le biais d'une stratégie d'adaptation n'a pas porté ses fruits — les populistes de droite allaient de succès en succès. Dans le même temps, la CDU-CSU a été contestée au sein du système des partis traditionnels par les Verts, qui se sont hissés au rang de principal concurrent, en lieu et place du SPD.

Le mécontentement au sein de la CDU a éclaté en septembre 2018 lorsque le fidèle disciple de Merkel, Volker Kauder, a été démis de ses fonctions à la tête du groupe parlementaire du parti, ce qui a révélé publiquement la perte d'autorité de la Chancelière. Lorsque la CDU subissait une fois de plus des pertes sensibles lors des élections régionales en Hesse, Angela Merkel a annoncé qu'elle ne se présenterait plus sa candidature à la présidence, lors du prochain congrès du parti à Hambourg.

12. F. Decker, « Über Jamaika zur Fortsetzung der Großen Koalition. Die Entwicklung des Parteiensystems vor und nach der Bundestagswahl 2017 », in K.-R. Korte et J. Schoofs (dir.), *Die Bundestagswahl 2017*, Wiesbaden, Springer, 2019, p. 201 – 224.



Alors que la successeuse d'Angela Merkel, Annegret Kramp-Karrenbauer, a été malchanceuse dès le départ, la CSU a apporté quelques raisons d'espérer en 2019. Son nouveau président, Markus Söder, avait déjà procédé à un changement d'image remarquable pendant la campagne électorale pour les élections au Landtag de Bavière en se montrant plus réfléchi lors de la polémique sur le droit d'asile, en insistant sur une démarcation stricte avec l'AfD, de plus en plus radicale. Cette approche partagée par Angela Merkel et Annegret Kramp-Karrenbauer était refusée par une partie des Fédérations des Länder d'Allemagne de l'Est qui ne voulaient pas se voir dicter leur politique de coalition par la direction du parti à Berlin. Les efforts de médiation d'Annegret Kramp-Karrenbauer se sont soldés par un échec ; après la rupture du tabou d'Erfurt en février 2020, elle n'a eu d'autre choix que de démissionner<sup>13</sup>. Dans un article remarqué, le philosophe Jürgen Habermas a souligné en septembre 2020 la portée des événements de Thuringe<sup>14</sup>. Ceux-ci auraient fait comprendre aux partis établis qu'il fallait en finir avec leur stratégie d'ouverture aux populistes de droite. Habermas y voyait également une cause de la volte-face de la politique européenne de l'Allemagne initiée par Merkel dans le contexte de la crise du coronavirus.

L'émission de dettes communes, qui avait toujours été rejetée pendant la crise financière et celle de l'euro fut acceptée « presque subrepticement » pour financer partiellement un fonds de relance de 750 milliards d'euros, qui doit également servir de vecteur pour l'évolution de l'union monétaire en une union économique. En accord avec le président français, Merkel aurait ainsi, sans rencontrer de résistance dans ses propres rangs, « accepté un compromis historique qui ouvre un tant soit peu la porte à un avenir jusque-là verrouillé de l'Union européenne<sup>15</sup> ».

13. On peut se demander si l'exigence d'Angela Merkel transmise depuis l'étranger, « d'annuler » le résultat de l'élection du Ministre Président de Thuringe, était un désaveu de ces tentatives. Cf. T. Brechenmacher, « Die CDU unter Angela Merkel (2000-2018) », *op. cit.*, p. 121.

14. J. Habermas, « 30 Jahre danach: Die zweite Chance. Merkels europapolitische Kehrtwende und der innerdeutsche Vereinigungsprozess », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, n° 9, 2020, p. 41-56.

15. *Ibid.* p. 45

# La course ouverte à la succession de Merkel

Selon Jens Spahn, avec la catastrophe d'Erfurt et la démission forcée de la cheffe du parti Annegret Kramp-Karrenbauer, la CDU est entrée dans la « pire crise de son histoire » mais la crise du coronavirus, qui a commencé peu après, a mis la CDU dans un « état d'anesthésie agréable [...] qui a duré jusqu'à aujourd'hui [octobre 2020]. Les signaux d'alarme du début de l'année, le manque de *leadership*, l'annulation du débat sur l'avenir de l'Europe sont maintenant masqués par des sondages grandioses qui disent tout sur la popularité de gestionnaire de crises de Merkel, mais rien sur l'état de la CDU<sup>16</sup> ». On peut se demander si l'« *Union* » pourra maintenir son niveau actuel lorsque les électeurs prendront conscience, l'année prochaine, des conséquences du départ de Merkel.

En raison des restrictions liées au coronavirus, la course pour la présidence et la candidature pour la chancellerie qui l'accompagne ont été retardées de plus de six mois, ce qui a empêché les candidats de faire campagne. Ceci s'est avéré être un problème surtout pour Friedrich Merz et Norbert Röttgen, qui suivent les évolutions du coronavirus depuis le banc de touche, alors que le Ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie et le ministre de la Santé Jens Spahn sont des acteurs dans la gestion de la crise, du fait de leurs responsabilités. Armin Laschet en particulier s'est livré à une compétition étrange avec le Ministre-président bavarois Markus Söder en défendant assez tôt un relâchement des mesures liées au coronavirus tandis que Markus Söder imposait des mesures restrictives. Bien qu'en réalité la différence ne soit pas si grande<sup>17</sup>, la façon de procéder de Markus Söder paraissait plus affirmée, ce qui lui procurait

16. M. Geis, « Was kommt nach der Raute? », *Die Zeit*, 10 septembre 2020.

17. À la suite d'une infection massive dans un abattoir en juin 2020, Armin Laschet avait été violemment critiqué à cause de son affirmation que le virus aurait été introduit par l'arrivée de roumains et bulgares. Cependant, sur le plan effectif de la gestion de la crise, le gouvernement du *Land* qu'il dirige avait été couronné de succès : l'infection avait pu être maîtrisée et le confinement de l'arrondissement de Güttersloh levé au bout de quelques jours seulement. À l'opposé, Markus Söder a été considéré comme responsable d'un sévère dysfonctionnement, lors des tests imposés de manière unilatérale pour des voyageurs revenant d'Europe du Sud-Est en août 2020 : des dizaines de milliers de résultats de tests furent communiqués aux personnes concernées tardivement voire pas du tout. Cependant, ceci n'a pas porté atteinte à sa réputation comme adversaire résolu du coronavirus.

un soutien plus prononcé quant à la question de savoir quel serait le candidat approprié à la chancellerie.

Au sein de l'« *Union* » aussi, le président de la CSU est désormais également considéré comme un candidat possible à la chancellerie après avoir obtenu une position de *leader* incontesté dans son propre parti et amélioré les relations avec Merkel et la direction de la CDU, qui avaient souffert sous Seehofer.

Même au sein de la CDU, on spéculait sur la possibilité d'une distinction entre la présidence et la chancellerie en ce qui concerne les trois - ou quatre - candidats (en comptant Jens Spahn). Ainsi, si par exemple Armin Laschet était élu président de la CDU, il pourrait céder sa place à Jens Spahn, plus populaire, comme candidat pour la chancellerie. Röttgen a, quant à lui, envoyé des signaux en direction de Markus Söder pour améliorer ainsi ses chances, jugées faibles, de briguer la présidence du parti<sup>18</sup>. Au regard de l'exemple d'Annegret Kramp-Karrenbauer, qui a dû abandonner son poste de Présidente, de telles considérations ne manquent pas d'ironie, puisque la conjonction entre la Présidence du parti et la candidature à la chancellerie avait toujours été considérée par la CDU comme un mantra et un gage de succès.

Les efforts d'Annegret Kramp-Karrenbauer pour persuader les trois candidats de parvenir à une solution à l'amiable à l'approche des élections ont été vains. Ils avaient aussi été dictés par ses propres expériences après le vote, gagné de justesse contre Friedrich Merz en décembre 2018, que ses sympathisants et lui-même n'avaient jamais digéré.

Par rapport à 2018, la position de départ de Friedrich Merz ne s'est pas trop détériorée en dépit des obstacles dus au coronavirus. Dans le Bade-Wurtemberg et auprès des Fédérations des Länder de l'Est de l'Allemagne il bénéficie d'un soutien important, et dans les sondages auprès des sympathisants de la CDU il devance Armin Laschet. Friedrich Merz serait le plus enclin à un changement de cap. Sur le plan de la politique sociale et économique il défend l'économie de marché, et lorsqu'il s'agit de questions sociétales sa posture est davantage conservatrice. Il conforte ainsi le besoin de nombreux membres du parti, d'un profil plus clair et différencié par rapport à d'autres partis politiques.

18. En tous les cas, ce serait un signe de faiblesse pour le partenaire principal de l'« *Union* », qu'un président de la CDU tout juste élu laisse volontairement la candidature pour la chancellerie aux mains de la CSU. Ceci est d'autant plus vrai qu'à la différence d'Edmund Stoiber en 2002 ou de Franz-Josef Strauß en 1980, un candidat CSU aurait cette fois d'excellentes chances de devenir effectivement Chancelier.

À l'opposé, Armin Laschet, Jens Spahn et Norbert Röttgen se situeraient davantage dans la continuité de Merkel qui était aussi celle d'Annegret Kramp-Karrenbauer. Ils permettraient de maintenir la CDU politiquement au centre, ce qui serait certainement le plus prometteur d'un point de vue électoral et de stratégie de pouvoir. Le revers de la médaille réside inévitablement dans le souhait de capter une trop grande base électorale à travers des messages visant un large spectre de personnes, avec le risque d'être inaudible, et, au détriment d'un ciblage plus précis qui nécessiterait des prises de position plus affirmées. C'est le cas de la « crise migratoire » qui avait fait craindre une déchirure au sein de l'« Union » au cours de la législature précédente. Bien que le sujet ait actuellement perdu de son importance, il reste à l'agenda politique – au même titre que « le manque de clarté causé par un ravivement des questions de genre ou la diversité culturelle, qu'aucune culture de référence (*Leitkultur*) ne parviendrait à maîtriser<sup>19</sup> ». L'autre défi central réside dans la politique du climat où la réalisation des objectifs de protection exige une transformation rapide et profonde de la production d'énergie, de l'économie agricole et des structures de mobilité.

Il est difficile de prévoir dans quelle mesure la crise du coronavirus affectera les élections de l'année prochaine. La nouvelle augmentation des chiffres d'infection depuis l'été a pour l'instant douché les espoirs d'un nouveau relâchement – notamment dans la restauration ou l'événementiel. Cela devrait renforcer les répercussions économiques et sociales de la pandémie, dont l'étendue véritable ne pourra être estimée à sa juste mesure qu'à partir de 2021 – à travers la multiplication des faillites et la croissance du chômage. Le regain en importance des questions relatives à la redistribution pourrait faire le jeu des partis de gauche, mais aussi de l'AfD, parti d'opposition par excellence. Cependant, si les électeurs estiment qu'il s'agit en premier lieu de préserver l'économie - et ce le plus rapidement possible -, ce serait plutôt à l'avantage de l'« Union » – à condition que celle-ci ne néglige pas les questions sociales.

Aucun des candidats ne préconise en principe une réorientation sur le plan de la politique européenne et étrangère. Norbert Röttgen, qui paraît être le plus concerné en la matière, s'est prononcé pour une attitude plus dure envers la Russie de Vladimir Poutine après la tentative d'assassinat du politicien d'opposition Alexeï Navalny. Sa demande d'un abandon du projet commun de gaz naturel Nord Stream 2 avait été partagée par Friedrich Merz, contrairement à Armin Laschet et Markus Söder qui souhaitent, tout comme le gouvernement fédéral, maintenir ce projet. Markus Söder a peut-être regretté la déclaration faite dans le cadre du débat sur les réfugiés de

19. M. Geis, « Was kommt nach der Raute? », *op. cit.*

2018 selon laquelle « l'ère du multilatéralisme ordonné » en Europe et dans le monde est révolue<sup>20</sup>. Cette déclaration fait cependant émerger des doutes quant à la fermeté de la défense des principes. À l'opposé, les candidats de la CDU Armin Laschet, Friedrich Merz et Norbert Röttgen sont unis par leur atlantisme et leur attachement à une intégration approfondie au sein de l'UE. Leur approche de l'Europe est plus émotionnelle et passionnée que celle de la sobre et pragmatique Merkel qui pratique une politique de raison, ce qui pourrait aussi donner de nouvelles impulsions pour raviver le partenariat avec la France marqué dernièrement par un certain nombre d'incohérences<sup>21</sup>. Or, pour ce qui est de la décision concernant le futur président de la CDU, ces questions ne joueront probablement qu'un rôle secondaire.

Le fait que tous trois – ou quatre – candidats viennent du même *Land*, Rhénanie-du-Nord-Westphalie, est peut-être une coïncidence. Il est moins surprenant qu'il y ait parmi eux exclusivement des hommes politiques d'Allemagne de l'Ouest et aucune femme. Si pour succéder à Angela Merkel, Annegret Kramp-Karrenbauer avait été conforme au souhait d'une CDU de nouveau ancrée dans l'image traditionnelle qui avait été la sienne dans l'ancienne République fédérale, son échec répond de toute évidence au souhait de voir un homme à la tête du parti. Le fait qu'aucune femme n'ait posé sa candidature ou n'ait été associée à un binôme par l'un des candidats est également lié à la proportion de femmes parmi les membres, qui est restée à un faible niveau pendant trente ans (1991 : 25,6 pourcents, 2019 : 26,5 pourcents)<sup>22</sup>.

Pour les cadres du parti, la CDU veut répondre à ce manque de représentation en fixant un quota, qui soit ancré dans les statuts. Ainsi, dès 2025 et à partir du niveau des districts, tous les postes de direction du parti devront être occupés pour moitié par des femmes.

20. A. Meier, « Die CSU und Europa. Deutschland first, Europa second », *Der Tagesspiegel*, 15 juin 2018.

21. Le fait que le « traité d'Aix-la-Chapelle » (officiellement *Traité sur la coopération et l'intégration franco-allemandes*), qui n'a été conclu qu'en 2019, soit à peine connu du public peut le prouver.

22. O. Niedermeyer, « Parteimitgliedschaften im Jahre 2019 », *Zeitschriften für Parlamentsfragen*, 51-2, 2020, p. 429.

## Du Noir-Rouge au Noir-Vert ?

La majorité dont les partis de l'« *Union* » disposent depuis 2009 ne semble pas encore menacée. Toutefois, il n'est pas certain que les résultats élevés des sondages actuellement, se concrétisent l'année prochaine avec un candidat autre que Merkel et un programme éventuellement modifié. Dans le système parlementaire, ce n'est pas automatiquement le parti le mieux représenté au parlement qui dirige le gouvernement, mais le parti le plus fort dans une coalition capable de remporter une majorité. Si elle veut maintenir sa position hégémonique actuelle, l'« *Union* » doit donc veiller à ce qu'une telle coalition ne puisse être formée contre elle. Selon les sondages actuels, une majorité serait relativement sûre pour une alliance Noir-Vert – la marge se situe entre cinq et dix points de pourcentage, selon les instituts de sondage. Il est probable que l'« *Union* » souhaite un changement de coalition, en privilégiant une alliance Noire-Verte et ce même si elle était capable de renouveler une coalition avec le SPD, de plus en plus affaibli, – même Friedrich Merz, le plus dubitatif des candidats quant à une alliance avec les Verts, se range en l'occurrence derrière cette idée.

Toutefois, la question de savoir si une telle alliance pourra voir le jour dépend moins de l'« *Union* » que des Verts. Si les Verts disposent d'une majorité avec le SPD et *Die Linke*, d'une part, ou avec le SPD et le FDP, d'autre part, leur permettant d'envisager une alternative, ils seraient dans le rôle du faiseur de Roi. Quel(s) partenaire(s) choisiraient-ils alors ? On pense que les responsables du parti autour de Robert Habeck et Annalena Baerbock pourraient être favorables à une coalition Noire-Verte. Cela peut se comprendre du point de vue de la stratégie politique puisqu'incomberait alors aux Verts un moindre risque que dans les autres configurations évoquées. Aux côtés de l'« *Union* », ils pourraient jouer un rôle d'acteur, insufflant une dynamique au gouvernement. En même temps, leur électorat, majoritairement aisé, ne doit pas craindre que les changements – par exemple en matière de transition écologique – aillent trop loin<sup>23</sup>. Or, le

23. En ce qui concerne les perspectives possibles d'une coalition Noire-Verte, il est conseillé de se référer à l'exemple autrichien puisque le pays est dirigé depuis 2019 par une coalition « turquoise-verte ». Des dispositions y ont été prises pour éviter des conflits potentiels en laissant une marge de manœuvre importante aux partis respectifs dans leur domaine de prédilection – protection du climat côté Vert et questions migratoires côté Parti populaire autrichien (*Österreichische Volkspartei* – ÖVP). Cet exemple ne saurait cependant guère être transférable aux usages politiques allemands en matière de coalitions. De plus, les Verts allemands se situent plus à

Noir-Vert, n'est pas chose acquise. Une grande partie de la base du parti et des électeurs verts y sont opposés. Il est vrai que la proximité des idées défendues est plus nette entre les Verts, le SPD et *Die Linke* notamment pour ce qui est des questions climatiques et des questions sociales, qu'avec l'« *Union* ». La même chose vaut pour la politique concernant les réfugiés<sup>24</sup>.

Le FDP alimente aussi largement les spéculations autour des possibles coalitions. Alors que le FDP avait toujours refusé de s'allier au SPD et aux Verts dans le passé, il envisage désormais l'option d'une coalition « feux de signalisation<sup>25</sup> » (*Ampelkoalition*) comme alternative à une coalition Noire-Verte. Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, les frictions entre le FDP et l'« *Union* » ne se limitent pas à l'abandon des négociations « Jamaïque » par le FDP. Ils remontent à plus loin, lorsque l'« *Union* » et le FDP formaient une coalition gouvernementale (2009 à 2013) : celle-ci laisse de mauvais souvenirs chez les Libéraux. En second lieu, le Chef du parti Christian Lindner subit la pression dans les rangs de son parti, depuis l'occasion ratée en 2017, de réintégrer le gouvernement. En troisième lieu, le FDP sait pertinemment qu'en cas d'une alliance « Jamaïque » dont il serait toujours plus proche en termes de programme que d'une coalition « feux de signalisation », il ne serait qu'une « pièce rapportée » puisqu'à eux seuls, l'« *Union* » et les Verts, disposeraient d'une majorité suffisante pour gouverner.

La modification du rapport de force entre le SPD et les Verts n'est pas non plus sans danger pour l'« *Union* ». Si aux élections au *Bundestag* en 2021 les Verts arrivaient devant les sociaux-démocrates, ce que l'on ne peut exclure aujourd'hui, ils auraient la possibilité, en cas d'alliance de gauche ou d'une coalition « feux de signalisation », d'obtenir eux-mêmes le poste de Chancelier ou de Chancelière. En prenant cet aspect en considération il paraît légitime de poser la question de savoir s'ils se contenteraient alors du rôle du partenaire minoritaire aux côtés de la CDU et de la CSU ? Même s'ils devaient laisser la chancellerie au SPD<sup>26</sup>, il pourrait y avoir des

gauche que les Verts autrichiens dans un certain nombre de domaines, ce qui rend difficile le compromis avec le partenaire chrétien-démocrate.

F. Decker, Fedor Ruhose, « Koalitionsregime in Ländern und Bund. Auf dem Weg in die Kenia-Republik? », *Gesellschaft – Wirtschaft – Politik*, vol. 69, n° 2, 2020, p. 195-202.

24. La pierre d'achoppement la plus lourde pour une alliance à gauche devrait être la politique étrangère où il existe surtout entre les Verts et *Die Linke* des différences d'opinion difficiles à dépasser. La profondeur du fossé qu'il s'agirait de surmonter s'est manifesté récemment à travers le cas Navalny.

25. La coalition « feux de signalisation » qualifie la coalition qui regroupe les partis représentés par les couleurs rouge-jaune-vert, à savoir le SPD, le FDP et les Verts (NdT).

26. À la différence de l'« *Union* » et des Verts, le SPD a déjà désigné son candidat pour la chancellerie avec Olaf Scholz.



pressions de la part des partenaires de la coalition et aussi dans leurs propres rangs, pour ne pas s'opposer à une coalition sans l'« *Union* », ne serait-ce que pour permettre une alternance politique, qui fait partie de la vie démocratique.

La CDU et la CSU risquent-elles par conséquent de ne pas être au gouvernement, après 16 ans passés aux commandes du pays ? Pour l'heure, un tel scénario semble encore improbable. Il n'en demeure pas moins que l'issue des élections au *Bundestag* reste incertaine au regard de divers facteurs – candidats, thèmes et affinités en matière de coalition. Ce que l'on peut prévoir avec certitude, en revanche, c'est que les sondages au cours de la campagne recevront une attention toute particulière. Les partis de l'« *Union* » décideront de leur candidat au poste de Chancelier en fonction de la popularité de ce dernier auprès de l'opinion publique, d'après les sondages<sup>27</sup>. Les pronostics électoraux hebdomadaires serviront d'indicateurs quant à la faisabilité des différentes options de coalition. Par ailleurs, les élections au *Landtag* (parlement au niveau du *Land*) au printemps 2021 au Bade-Wurtemberg, en Rhénanie-Palatinat, en Saxe-Anhalt et en Thuringe seront des galops d'essai pour l'élection au *Bundestag*. L'exemple du SPD avec son président et candidat à la chancellerie Martin Schulz, qui s'était engagé dans les élections du *Bundestag* de 2017 avec des perspectives prometteuses, anéanties en seulement quelques semaines, témoigne de la vitesse à laquelle les intentions de vote des électeurs peuvent évoluer.

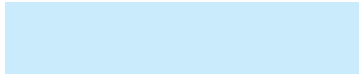
L'« *Union* » devrait y voir un avertissement. Angela Merkel n'ayant pas procédé à une passation des pouvoirs dans les formes et en temps voulu pendant sa législature, les chrétiens-démocrates se trouvent dans une situation critique, une année avant l'échéance. Nous saurons l'année prochaine s'ils auront été capables de relever ce défi.

27. La mesure dans laquelle l'« *Union* » s'est laissée guider par les sondages d'opinion dans son action gouvernementales est un aspect jusqu'ici peu étudié de la période finissante d'Angela Merkel comme Chancelière.



# Les dernières publications du Cerfa

- P. Hassenteufel, « [Le système de santé allemand face à la crise du coronavirus](#) », *Notes du Cerfa*, n°156, Ifri, novembre 2020.
- D. Puhl, [La coopération en matière d'armement entre la France et l'Allemagne. Un terrain d'entente impossible](#), *Visions franco-allemandes*, n°31, Ifri, novembre 2020.
- D. Capitant, [L'arrêt de la Cour de Karlsruhe : un coup de tonnerre dans un ciel serein ?](#), *Notes du Cerfa*, n°155, Ifri, octobre 2020
- S. Parthie, [La politique économique allemande face à la crise du COVID-19 : Comment l'Allemagne soutient son économie](#), *Notes du Cerfa*, n°154, Ifri, octobre 2020
- P. Maurice, [Trente ans après sa réunification, le « moment européen » de l'Allemagne ?](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, octobre 2020
- F. Herrmann, [La Bavière et la France. Préparer l'avenir ensemble](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, août 2020
- C. Demesmay, [Capitaine dans la tempête : défis et enjeux de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne](#), *Notes du Cerfa*, n°153, Ifri, juillet 2020
- A. Marchetti, [Briser le plafond de verre ? La coopération franco-allemande décentralisée suite au Traité d'Aix-la-Chapelle](#), *Visions franco-allemandes*, n°30, Ifri, juin 2020



Institut français  
des relations  
internationales